

LA LUTTE CONTRE LA GRANDE DELINQUANCE ET LE CRIME ORGANISE EN FRANCE

La lutte contre le blanchiment d'argent :

À la suite de la création du GAFI (groupe d'action financière), en juillet 1989 lors du sommet de l'Arche, la France s'est dotée, en 1990, d'une législation, en constante évolution, permettant de lutter contre le blanchiment d'argent à l'intérieur de ses frontières et dans un cadre international. A cette occasion, elle a mis en place des outils structurels de lutte contre le blanchiment.

Deux organismes ont été créés en mai 1990, l'un placé auprès du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins - TRACFIN.) chargé du volet préventif du dispositif, l'autre placé au sein de la direction centrale de la police judiciaire (OCRGDF), en charge du volet répressif de la lutte contre le blanchiment.

Sur un plan préventif, la loi instaure une véritable collaboration entre les pouvoirs publics, le secteur bancaire et financier et les professionnels du chiffre (commissaires aux comptes, notaires, huissiers...) et du droit (avocats) en matière de lutte contre le blanchiment (obligation de déclaration des opérations portant sur des sommes susceptibles de provenir de certaines infractions - trafic de stupéfiants, fraude communautaire, corruption, activités criminelles organisées, participation au financement du terrorisme- et obligation de vigilance).

Sur un plan répressif, la législation a constamment évolué pour aboutir en 1996 à la création d'un délit général de blanchiment qui concerne l'ensemble des crimes et des délits y compris la fraude fiscale à l'exclusion des contraventions et au principe du renversement de la charge de la preuve en matière de trafic de stupéfiants et d'association de malfaiteurs (après qu'il soit établi que le train de vie des mis en cause dans ces infractions n'est pas en conformité avec leurs revenus déclarés).

La lutte contre le financement du terrorisme :

La lutte contre le financement des organisations terroristes est envisagée comme une stratégie de lutte contre l'acte terroriste lui même.

Au plan international, la France est à l'origine de plusieurs initiatives en la matière (déclaration de Paris en 1998, Convention des Nations Unies pour la répression du financement du terrorisme adoptée en janvier 2000).

Elle a pris les mesures nécessaires pour l'application de la résolution du comité contre le terrorisme des Nations Unies relative au gel des avoirs financiers et des autres ressources financières des personnes qui commettent ou aident à commettre des actes terroristes.

Au plan national, la loi relative à la sécurité quotidienne du 15 novembre 2001 a renforcé la répression du financement du blanchiment des activités liées au terrorisme, que l'origine des fonds soit légale ou illégale.

La loi du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers, a créé une procédure nationale administrative de gel des avoirs terroristes.

Au plan opérationnel, l'OCRGDF a créé en novembre 2001, un service de documentation opérationnelle dont l'une des missions est consacrée au financement du terrorisme.

Cette structure est en relation constante avec la direction du Trésor et la cellule TRACFIN. Cette composante de l'office a été complétée en février 2003 par la création d'un groupe opérationnel tout spécialement chargé des enquêtes judiciaires dans ce domaine.

Enfin, depuis l'arrêté du 19 mai 2006, une brigade d'investigations financières, antenne de l'office central pour la répression de la grande délinquance financière est placée à la sous-direction chargée de la lutte anti-terroriste. Elle est chargée d'enquêter sur les modes de financement des groupes terroristes.

TRACFIN¹

Traitement du Renseignement et Action contre les Circuits Financiers clandestins

TRACFIN a pour mission de coordonner le renseignement sur les circuits financiers clandestins, en recueillant, traitant et diffusant les informations. A ce titre il reçoit les déclarations de transactions suspectes (ou déclarations de soupçons) provenant des professions assujetties, ce qui constitue la clé de voûte du dispositif français anti-blanchiment

Ces déclarations sont analysées et dès qu'elles semblent révéler une opération de blanchiment réprimée par la loi, TRACFIN transmet le dossier au procureur de la République du lieu de commission de l'infraction.

Depuis 2001, TRACFIN est également compétent en matière de lutte contre le financement du terrorisme, la loi de février 2005 ayant en outre intégré le financement du terrorisme comme fait générateur de la déclaration de soupçons.

TRACFIN a été érigé en décembre 2006 en service à compétence nationale. Il est directement rattaché au ministre de l'économie et au ministre du budget.

TRACFIN a ainsi renforcé ses relations avec les professions et sa collaboration avec les administrations. Ses effectifs ont été accrus de 40 %, pour atteindre 70 personnes en 2007. Y travaillent des fonctionnaires de diverses administrations financières (douanes...) ou non financières. Il compte également un magistrat. Le rouage opérationnel est assuré par des enquêteurs analystes financiers, qui traitent les déclarations de soupçon reçues.

O.C.R.G.D.F.²

Office Central pour la Répression de la Grande Délinquance Financière

L'OCRGDF créé le 9 mai 1990 relève de la Sous-Direction des Affaires Économiques et Financières de la Direction Centrale de la Police Judiciaire. Il a pour domaine de compétence les infractions à caractère économique, commercial et financier liées à la criminalité professionnelle ou organisée, notamment en relation avec le grand banditisme, le terrorisme ou le trafic de stupéfiants. L'OCRGDF est particulièrement impliqué dans le domaine des escroqueries nationales et internationales touchant le secteur bancaire, les escroqueries aux placements financiers ou aux avances de frais sur des prêts fictifs, les escroqueries dites "à la nigériane" portant sur des transferts de capitaux imaginaires.

L'OCRGDF a une vocation transversale, ce qui conduit les services des différents ministères cosignataires du décret de création, à collaborer et à lui transmettre les informations relatives à son domaine d'activité. Office central de police judiciaire il assure une quadruple mission de centralisation de l'information criminelle de son domaine de compétence, l'analyse de cette information, sa traduction en termes de programmes de prévention, de formation et des diligences opérationnelles.

Cet office est chargé :

- de promouvoir, d'animer et de coordonner l'action des services de police et de gendarmerie dans la lutte contre les infractions relevant de sa compétence ;
- d'étudier et de participer à l'étude, avec les ministères, les organismes publics et privés et les organismes internationaux concernés, des moyens préventifs et répressifs à mettre en œuvre pour faire échec à la grande délinquance financière commise en liaison avec le crime organisé ;
- d'intervenir, dans le cadre de la législation applicable ;
- de faire effectuer ou poursuivre à l'étranger les recherches afférentes à ces infractions en liaison avec Interpol, dans la mesure où ses statuts le permettent, ou par le canal de tout organisme spécialement créé à cet effet.

¹ <http://www.economie.gouv.fr/tracfin/accueil-tracfin>

² <http://www.police-nationale.interieur.gouv.fr/Organisation/Direction-Centrale-de-la-Police-Judiciaire/Lutte-contre-la-criminalite-organisee/Office-central-pour-la-repression-de-la-grande-delinquance-financiere>

Sont rattachés à l'OCRGDF:

- La **brigade centrale de répression des fraudes communautaires**, en liaison avec l'office de lutte anti-fraude à Bruxelles, chargée des atteintes aux intérêts financiers de l'Union européenne.
- La **plateforme d'identification des avoirs criminels (PIAC)**, chargée de l'identification des avoirs financiers et des biens patrimoniaux des délinquants, en vue de leur saisie ou de leur confiscation et de la centralisation des informations relatives à la détection d'avoirs illégaux par les services d'enquête en tous points du territoire national. La PIAC a été désigné bureau de recouvrement des avoirs pour la France par les instances européennes.
- La **brigade de recherches et d'investigations financières nationale (BRIFN)** chargée d'apporter un soutien opérationnel aux services d'enquêtes spécialisés dans la lutte contre le blanchiment d'argent et les autres manifestations de la criminalité organisée dans le domaine économique et financier.

L'AGRASC³

Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués

L'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués est un établissement public administratif placé sous la double tutelle des ministères de la Justice et du Budget dont la création a été prévue par la loi n°2010-768 du 09/07/2010 visant à faciliter la saisie et la confiscation en matière pénale. Dirigée par un magistrat de l'ordre judiciaire, dotée d'un conseil d'administration également présidé par un magistrat de l'ordre judiciaire, elle est composée de 11 agents provenant des ministères de la Justice, de l'Intérieur et du Budget.

Cette loi, afin de mieux appréhender les profits générés par la délinquance et le crime organisé et, ce faisant, de renforcer l'effet dissuasif de la sanction pénale, a élargi le champ des biens susceptibles d'être saisis et confisqués. Elle a également créé une procédure de saisie pénale spéciale aux fins de confiscation, plus adaptée que les procédures civiles d'exécution, complexes et coûteuses.

Dans ce cadre, elle a inséré dans le code de procédure pénale les articles 706-159 à 706-164 relatifs à l'AGRASC, l'entrée en vigueur de ces textes étant subordonnée par l'article 706-165 à l'édiction d'un décret en Conseil d'État, lequel a été publié le 3 février 2011 (et dont les dispositions se trouvent aux articles R. 54-1 et s. du code de procédure pénale).

L'organisation et les missions de l'agence ont été détaillées dans deux circulaires du ministère de la justice, la circulaire du 22/12/2010, portant sur l'ensemble de la loi du 9 juillet 2010 et la circulaire du 03/02/2010, spécifique à l'AGRASC.

Ayant pour rôle d'améliorer le traitement judiciaire des saisies et des confiscations en matière pénale, l'agence a principalement pour mission, outre son rôle général d'aide, de conseil et d'orientation donnés aux magistrats en matière de saisies et de confiscations (article 706-161 alinéa 1^{er} du code de procédure pénale) :

- d'assurer la gestion centralisée, sur un compte qu'elle a ouvert à la Caisse des Dépôts et Consignations, de toutes les sommes saisies (c'est-à-dire appréhendées dans l'attente d'un jugement définitif, en vue d'une éventuelle confiscation) lors de procédures pénales en France (article 706-160 2° du code de procédure pénale) ;
- de procéder à l'ensemble des ventes avant jugement de biens meubles saisis, décidées par les magistrats lorsque ces biens meubles ne sont plus utiles à la manifestation de la vérité et qu'ils sont susceptibles de dépréciation.

Dans ce cas, la somme issue de la vente est consignée sur le compte tenu à la CDC de l'agence, et est restituée au propriétaire du bien si celui-ci bénéficie d'un acquittement, d'un non-lieu ou d'une relaxe ou si le bien ne lui est pas confisqué (articles 41-5, 99-2 et 706-160 4° du code de procédure pénale).

³ <http://www.justice.gouv.fr/justice-penale-11330/agrasc-12207/>

Depuis la loi du 14 mars 2011 (dite LOPPSI II), l'agence est également chargée de l'aliénation ou de la destruction des véhicules confisqués après avoir été immobilisés et mis en fourrière en application de l'article L. 325-1-1 du code de la route ;

- de procéder à l'ensemble des publications, auprès des Bureaux de conservation des hypothèques, des saisies pénales immobilières (article 706-151 du code de procédure pénale). L'agence est également chargée, par l'article 707-1 du code de procédure pénale, de la publication des confiscations immobilières prononcées par les juridictions ;
- de gérer, sur mandat de justice, tous les biens complexes qui lui sont confiés, c'est-à-dire tous les biens qui nécessitent, pour leur conservation ou leur valorisation, des actes d'administration (article 706-160 1° du code de procédure pénale).

Lorsqu'elle a géré de tels biens, l'agence est chargée, une fois ceux-ci confisqués de leur aliénation ou de leur destruction (article 706-160 3° du code de procédure pénale) ;

- d'assurer la gestion de biens saisis, de procéder à leur vente et à la répartition de son produit en exécution de toute demande d'entraide internationale ou de coopération émanant d'une autorité judiciaire étrangère (article 706-160 4° du code de procédure pénale).

A ce titre l'Agence a été désignée par la France, le 25 février 2011, comme bureau de recouvrement des avoirs au sens de la décision 2007/845/JAI du 6 décembre 2007 du Conseil de l'Union européenne ;

- de veiller, enfin, le cas échéant, à l'information préalable des créanciers (créanciers publics ou victimes) avant exécution de toute décision judiciaire de restitution (article 706-161 alinéa 4 du code de procédure pénale) et à l'indemnisation prioritaire des parties civiles sur les biens confisqués à la personne condamnée (article 706-164).

Pour résumer la logique de ces dispositions, le législateur a veillé à ce que l'agence centralise de très nombreuses saisies (de numéraires, de comptes bancaires, d'immeubles, etc.) et qu'elle s'assure tant de la bonne gestion de ces biens saisis que, une fois ces biens confisqués par une décision définitive, du versement du produit de leur vente

- au fonds de concours « Stupéfiants », géré par la Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie (MILDT) dans le cas de condamnation pour infractions à la législation sur les stupéfiants
- au budget général de l'État pour les autres infractions
- aux parties civiles en règlement des indemnités qui leurs sont dues sur les biens dont la confiscation a été prononcée de façon définitive par la juridiction du jugement

Depuis sa création, l'Agence a traité plus de 18 252 affaires correspondant à la gestion de 34 000 biens de nature très diverse (numéraires, comptes bancaires, véhicules, bateaux, biens immobiliers...), d'un montant total évalué à un demi milliard d'euros. Chaque jour, en moyenne, elle est saisie de 20 affaires nouvelles et publie une saisine pénale immobilière.

Le rapport d'activité 2012 des 18 agents de l'AGRASC fait ressortir les chiffres suivants

- 20 043 affaires correspondant à 38.294 biens saisis, soit une moyenne de presque deux biens saisis par affaire (1,9) ;
- l'ensemble de ces biens est valorisé à 773 millions d'euros pour 2012, soit une progression de 374 % par rapport à 2011 (207 M€) ce qui représente un stock de 980 M€ ;
- plus de 300 000 euros de numéraires saisis chaque jour ;
- 320 saisies pénales immobilières, soit 1 saisie pénale immobilière réalisée chaque jour, 40 ventes d'immeubles en cours ;
- 1 330 biens vendus avant jugement pour un montant de 1,7 million d'euros ;
- 3 millions d'euros versés à l'Etat ;
- 0,9 million d'euros versés à la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie ;
- 0,2 million d'euros reversés à la DGFIP et aux organismes de sécurité sociale ;
- plus de 21 millions d'euros restitués.